



*Établissement public du ministère
chargé du développement durable*



Séquence : Réduire mes rejets en macropolluants dans l'eau

Participations financières de l'agence de l'eau

Pierre-Yves ALLARD (agence de l'eau)

Nantes 4 février 2020

Actions attendues : quelques exemples

Cas n° 1 : abattoir de volailles

Projet : évolution de la step d'un lagunage
à un dispositif en aération prolongée 500 kg/j de DBO5



| | Net Avant travaux (1) | Net Après travaux (2) | Différence (2) -(1) | Unité retenue |
|----------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|---------------|
| Dates de référence : | 2018 | 2022 | | |
| Production : | 19 568 | 20 000 | 432 | t/an |
| Débits rejetés : | 372 | 475 | 103 | m³/jour |
| MES | 12,2 | 4,8 | -7,4 | Kg/jour |
| DCO | 31,3 | 23,8 | -7,5 | Kg/jour |
| DBO5 | 5,5 | 7,1 | 1,6 | Kg/jour |
| N | 12,8 | 4,8 | -8 | Kg/jour |
| P | 2 | 0,5 | -1,5 | Kg/jour |

Réduction des flux rejetés au milieu

Adoption d'une **filière plus performante** pour atteindre l'objectif en dépit d'une augmentation de l'activité

Quelles aides pour réduire les pollutions organiques ?

Cas 1 : abattoir de volailles

- Coût du projet : 490 000 €

En dessous du coût plafond agence: 647 500 €

CP 60 000 € + (7,5 kg DCO/j x 5 000 €) + (8 kg NGL/j x 50 000 €)
+ (1,5 kg PT/j x 100 000 €) = 647 500 €
pas de plafond pour les EPI)



- Taux de participation : 40 % (EPI – Grande entreprise)
- Montant de l'aide : 236 000 €



Actions attendues : quelques exemples

Cas 2 : camping de La Pointe à Pornic :

Site de pêche à pied littoral fortement contaminée (bactériologie)

Effet déterminant des rejets des campings

=> statut d'EPI

Solution : poste de refoulement et canalisation de transfert

Coût de l'opération : 96 k€

Participation agence: subvention 50 % (48 k€)



La liste des EPI n'est pas fermée
La dégradation des usages peut être aussi un facteur de priorisation

Actions attendues : quelques exemples

Cas 3 : fabrication de plats cuisinés

Projet : mise en œuvre d'un traitement physico chimique tertiaire (déphosphatation)



Coût de l'opération : 220 k€

Participation agence : subvention 40 % (88 k€)



Cas assez fréquent : nécessité de renforcer l'élimination du phosphore (facteur eutrophisation)



Établissement public du ministère
chargé du développement durable



Des aides pour réduire les pollutions organiques

| Opérations aidées | Taux d'aide plafond |
|--|------------------------|
| Études de réduction des pollutions et études préalables aux travaux | 50 %* |
| Travaux de réduction des pollutions dans les établissements industriels isolés prioritaires ** ou exerçant une pression, un impact importants sur les masses d'eau ou sur les usages sensibles (baignade, conchyliculture et pêche à pied) | 50 %* |
| Travaux de réduction des pollutions des établissements raccordés dont les rejets peuvent être à l'origine d'un dysfonctionnement d'un système d'assainissement prioritaire ** | 50 %* |
| Travaux de réduction des pollutions sur les autres établissements industriels | 30 %* |
| Travaux de mise en œuvre, de fiabilisation des dispositifs d'autosurveillance | 50 %* |

* Dans la limite de l'encadrement européen des aides ** Liste d'industriels et de collectivités prioritaires validée par le CA d6
11/12/2018

Rappel Règles générales

Quelques principes généraux d'instruction des aides :



- **Effici**ence du projet sur la qualité des milieux et **disponibilités financières** de l'agence

- Le coût du projet doit être **supérieur ou égal à 5 000 € HT**.

- Le montant de l'aide doit être **supérieur ou égal à 3 000 €**



- Disposer des autorisations au titre de la police de l'eau ou des ICPE

- Ne pas faire l'objet d'un **arrêté de mise en demeure** (dont la date d'échéance a expiré à la date de décision d'aide)

Encadrement Européen



Principe : éviter les distorsions de concurrence
Deux régimes.

- **De minimis : aides < à 60 000 € (encadrement simplifié)**
- **Régime «exempté» privilégié pour les aides > à 60 000 €**

| AIDES PUBLIQUES | GE | ME | PE |
|--------------------|------|------|------|
| ETUDES | 50 % | 60 % | 70 % |
| TRAVAUX* | 40 % | 50 % | 60 % |

Les cas d'exclusion:



Les entreprises en difficulté
Les GE produits de la pêche et de l'aquaculture
Les projets démarrés avant dépôt demande d'aide

* Modulo la directive IED



Établissement public du ministère
chargé du développement durable

Directive IED



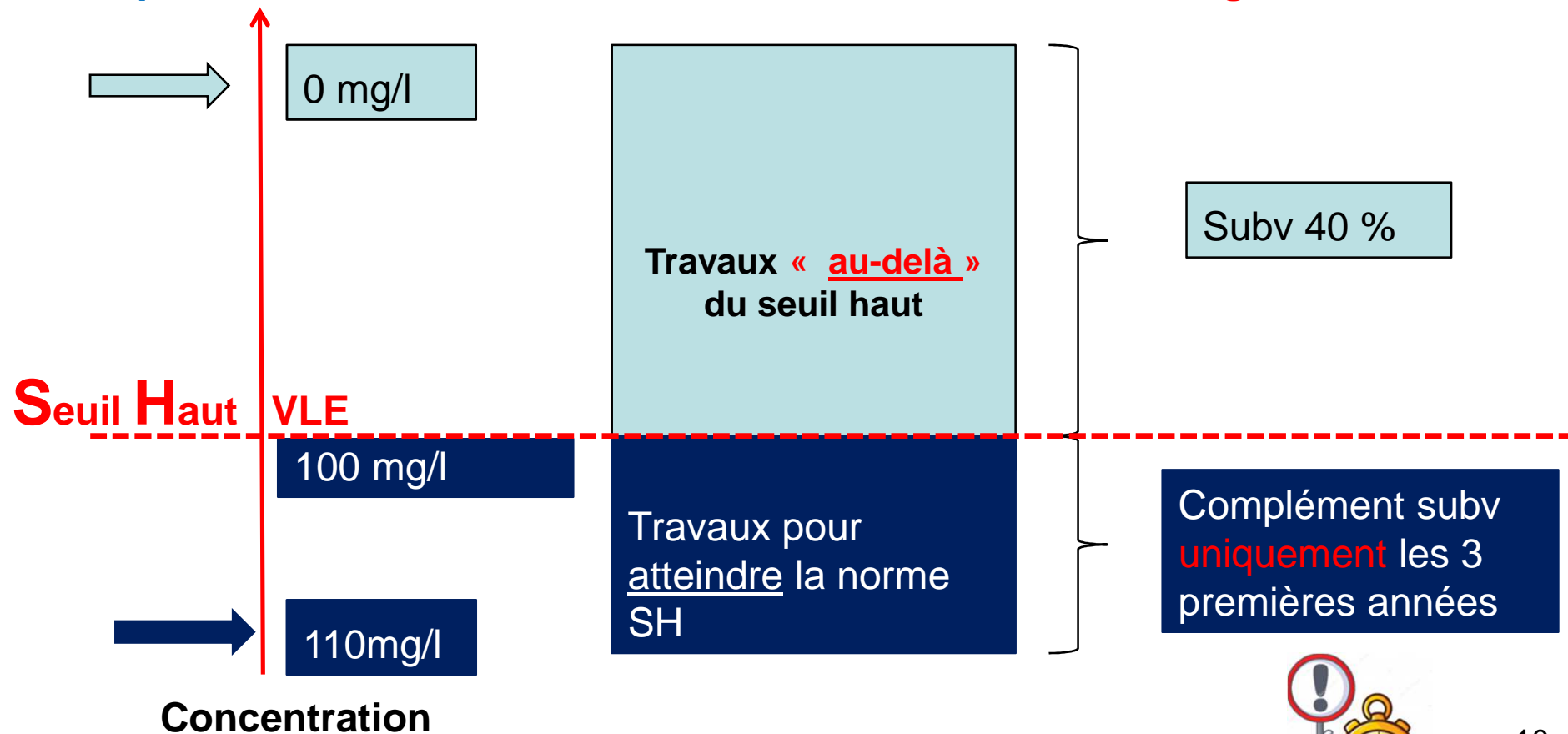
- Révision des BREF : adoption de conclusions qui fixent des VLE associées aux MTD (**DCO : Fourchette entre 25 et 100mg/l**)
- Calendrier : atteinte des VLE 4 ans après la **publication**; inéligibilité aux aides 3 ans après la **publication**

IED : Adaptation des aides



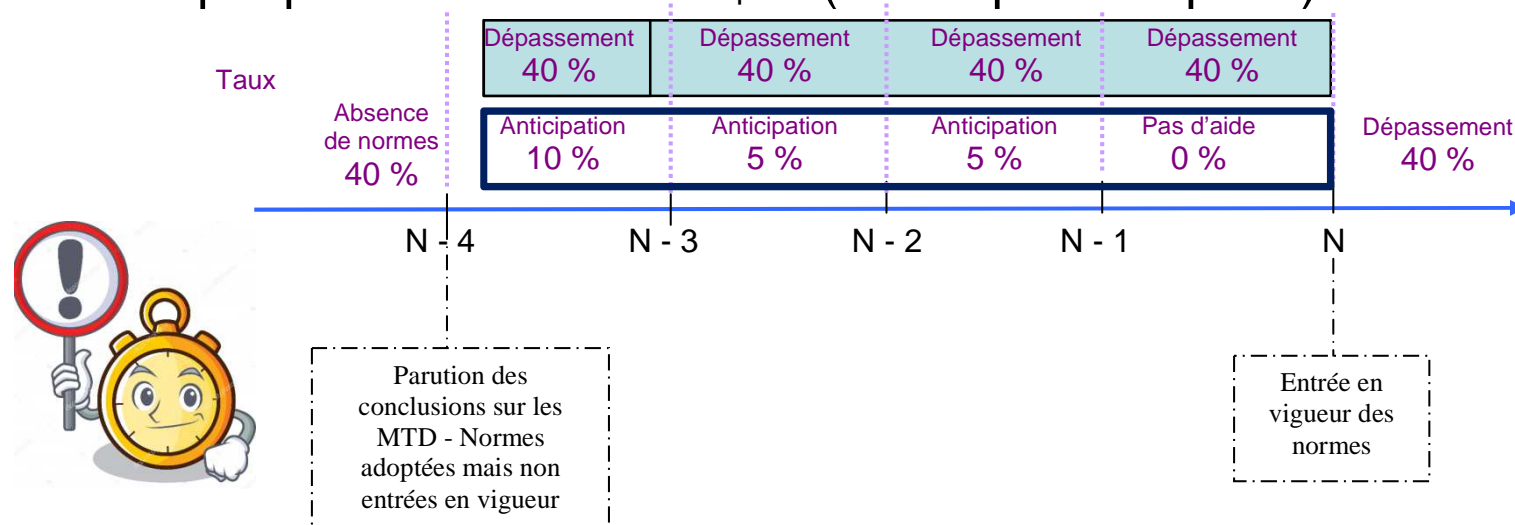
Principe : assiette de l'aide = travaux pour aller au-delà du **seuil haut** des VLE

Exemple VLE DCO en Agroalimentaire : Fourchette entre 25 et **100mg/l**



IED : Adaptation des aides

- Exemple pour une Grande Entreprise (cas le plus fréquent):



Plafonnement de l'assiette de l'aide au surcoût pour aller au-delà les VLE

Complément pour anticipation des normes : 5 à 20 % (selon taille de l'entreprise et l'année d'achèvement) pour atteindre les VLE

Participations financières de l'agence de l'eau

A retenir

Une condition impérative: la diminution de la pollution émise après traitement dans le milieu naturel



Tout projet significatif qui la satisfait peut prétendre à une aide et pas que les prioritaires

- Taux d'aides à 30 %
- Majoration pour les EPI à 50 % (liste non fermée)

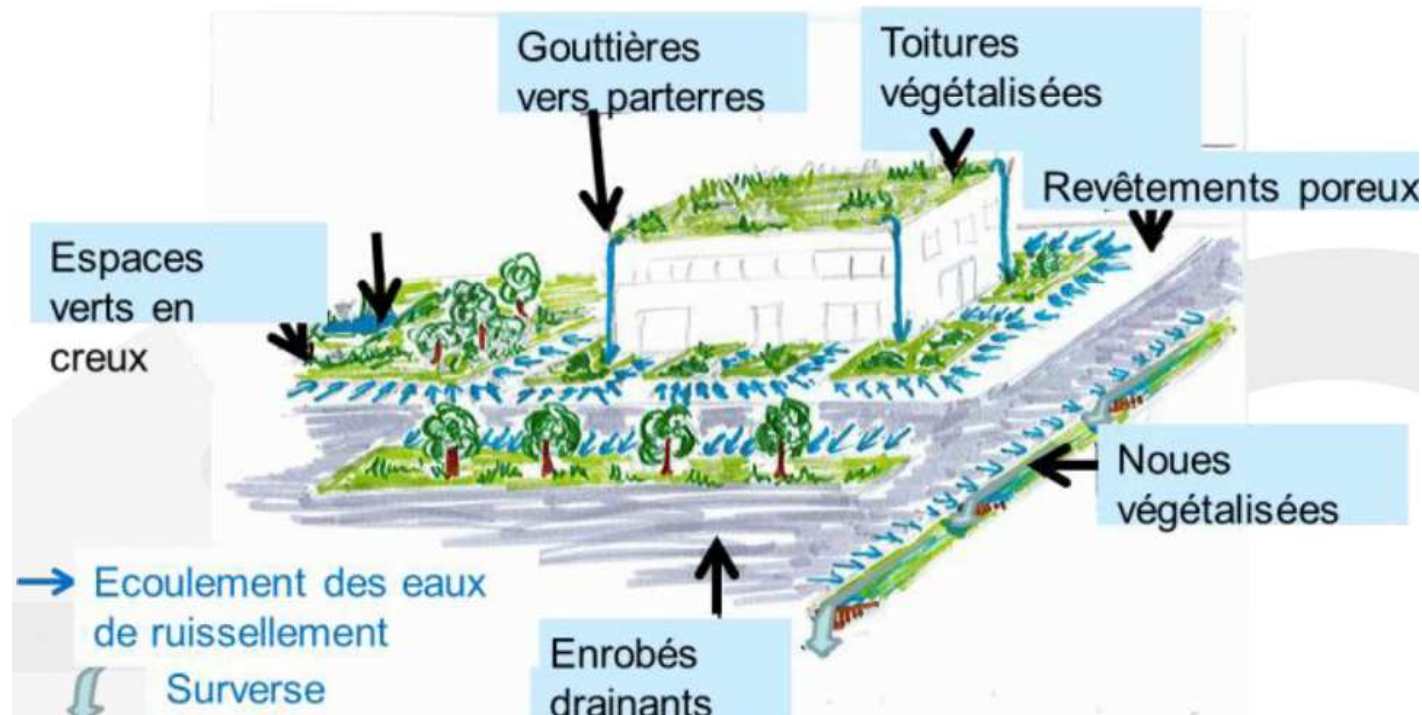


Incidence possible de l'encadrement européen

Gestion intégrée des eaux pluviales

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

infiltration de la pluie au plus près de son point de chute sur des ouvrages multifonctionnels



Gestion intégrée des eaux pluviales - exemples

Aménagements éligibles :

- noues, tranchées, espaces verts creux
- chaussées, parkings infiltrants
- toitures stockantes...



minimum pluie mensuelle
de durée 24h

Coût plafond : 30 €/m² déconnecté
100 €/m² pour les toitures végétalisées
avec réserve d'eau



Gestion intégrée des eaux pluviales

Établissement public du ministère
chargé du développement durable

| Opérations aidées | Taux d'aide |
|--|----------------------------|
| Etudes et travaux pour déconnecter des eaux pluviales d'un réseau unitaire (pollution existante) ou d'une masse d'eau à usages sensibles déclassés (baignade, conchyliculture, pêche à pied) | Prioritaire (50 %) * |
| études et travaux de traitement d'eaux pluviales strictes uniquement si rejet sur usages sensibles déclassés (baignade, conchyliculture, pêche à pied) | Accompagnement (30 %) * |

* Dans la limite de l'encadrement européen des aides publiques pour les activités économiques

Appel à initiatives jusqu'au 31 mars 2020



Des questions ?





Établissement public
chargé du développement

Encadrement Européen



➤ Régime « exempté » (RGEC) privilégié pour les aides > à 60 000 €

▪ Plafond de financements publics :

✓ Etudes : 50 % GE, 60 % ME, 70 % PE

✓ Travaux (au delà des VLE publiées) : 40 % GE, 50% ME, 60 % PE

▪ Plafonnement de l'assiette de l'aide au surcoût pour aller au-delà des normes européennes pour les « IED » (si VLE publiées)

Travaux pour anticipation des normes 3 ans après leur publication (5 à 20 % selon taille de l'entreprise et l'années d'achèvement)



- Exclusion des entreprises en difficulté
- Exclusion des GE travaillant des produits de la pêche et de l'aquaculture
- Exclusion des projets démarrés avant le dépôt d'une demande d'aide



Établissement public du ministère
chargé du développement



Encadrement Européen

Principe: pour éviter les distorsions de concurrence,
pas d'aide à l'industrie sauf exceptions encadrées

➤ **De minimis** privilégié par l'agence pour les aides < à 60 000 €
(encadrement simplifié pour les petites aides)

- Plafonnement de toutes aides de minimis à 200 K€ sur 3 ans
(100 K€ pour les transports et 30 k€ pour l'aquaculture)
- Plafond: 80 % de subvention toutes aides publiques comprises